

# La Chambre en ligne

52e législature



du 15/03/2010 au 19/03/2010

91



## **Commissions**

**JEUDI 18 MARS 2010**

### **VISITE D'UN GROUPE DE PARTICIPANTS AU "CURSUS SUPÉRIEUR D'ADMINISTRATEUR MILITAIRE" DE L'ÉCOLE ROYALE MILITAIRE À LA COMMISSION DE LA DÉFENSE NATIONALE**

COMMISSION DE LA DÉFENSE NATIONALE

Le jeudi 18 mars 2010, un groupe de participants au "Cursus Supérieur d'Administrateur Militaire" de l'École Royale Militaire a été reçu conjointement par une délégation de la commission de la Défense nationale de la Chambre des représentants, présidée par M. Ludwig Vandenhove, et par le lieutenant-général Jean-Marie Jockin, commandant militaire du Palais de la Nation. MM. André Flahaut et Luc Sevenhans et Mme Juliette Boulet, membres de la commission, ont participé avec M. Vandenhove à l'échange de vues organisé à cette occasion.

Les participants au cursus sont principalement des cadres supérieurs du département de la Défense, des officiers et des civils. Des officiers étrangers et des fonctionnaires de police du SPF Intérieur prennent également part à cette formation.

Après avoir entendu l'introduction donnée par le lieutenant-général Jockin, au cours de laquelle ce dernier a présenté les commissions compétentes en matière de Défense, le groupe a été accueilli par le président de la commission, M. Vandenhove. L'occasion a été offerte d'emblée aux participants de poser quelques questions aux membres de la commission présents.

Un des premiers points abordés concernait la question très actuelle de savoir s'il fallait autoriser une unité de soldats congolais à participer au défilé du 21 juillet 2010. Ce point avait fait l'objet d'un long débat lors de la réunion de la commission de la Défense nationale de la veille, plusieurs questions orales et interpellations ayant été adressées au ministre de la Défense à ce sujet. Les membres de la commission ont exposé leur position ainsi que celle de leur groupe par rapport à ce sujet.

Un autre sujet évoqué dans le cadre des questions concernait l'éventualité de confier des missions policières à des militaires. Selon un membre, il convient en tout état de cause de respecter une frontière nette entre l'armée et la police ainsi qu'entre les missions respectives qui leurs sont confiées, certaines collaborations n'étant toutefois pas à exclure. D'autres ont souligné que l'armée ne devait pas se replier sur elle-même et qu'elle devait être ouverte à des tâches dépassant l'aspect purement militaire.

L'incidence des développements intervenant à l'échelon européen ainsi que des restrictions budgétaires sur la restructuration des forces armées a ensuite été abordée. Cette discussion a été suivie d'un échange de vues approfondi sur l'avenir de la stratégie européenne en matière de défense. À cet égard, la question des relations avec l'OTAN et de la mission de l'Agence européenne de défense a aussi été évoquée.

L'échange de vues a enfin encore porté sur la poursuite de la coopération militaire avec le Bénin, à la suite d'une question posée par un participant originaire de ce pays.

### **Sous-commission “Sécurité nucléaire”**

---

SOUS-COMMISSION DE LA SÉCURITÉ NUCLÉAIRE

*Président : Mme Katrien Partyka*

➤ **VENDREDI 12 MARS 2010**

Visite de l’Institut national des Radioéléments (IRE).

Prochaine réunion : mardi 23 mars 2010.

### **Suivi crise financière et bancaire**

---

COMMISSION SPÉCIALE DE SUIVI CHARGÉE D’EXAMINER LA CRISE FINANCIÈRE ET BANCAIRE

*Président : M. Joseph George*

➤ **VENDREDI 12 MARS 2010**

Audition de :

- M. Jan Vanhevel, CEO KBC;
  - M. Herman Daems, président du conseil d’administration, BNP-Paribas Fortis;
  - M. Laurent Bonnafé, CEO, BNP-Paribas Fortis;
  - M. Filip Dierckx, COO et vice-président du comité de direction, BNP-Paribas Fortis;
  - M. Bernard Thiry, président du comité de direction d’Ethias;
  - M. Hans Verstraete, membre du conseil d’administration d’Ethias.
- Après les exposés introductifs les invités ont répondu aux questions de MM. Herman De Croo, Philippe Fontaine (S), Roland Duchatelet (S), Georges Gilkinet, Hugo Vandenberghe (S), Joseph George, John Crombez (S) et Mme Christiane Vienne (S).

Prochaine réunion : jeudi 25 mars 2010.

### **Naturalisations**

---

COMMISSION DES NATURALISATIONS

*Président : M. David Lavaux*

➤ **LUNDI 15, MARDI 16, MERCREDI 17, JEUDI 18 ET VENDREDI 19 MARS 2010**

Examen individuel des demandes de naturalisation.

Prochaine réunion : lundi 22 mars 2010.

## Sécurité du rail

COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE D'EXAMINER LES CONDITIONS DE SÉCURITÉ DU RAIL EN BELGIQUE À LA SUITE DU DRAMATIQUE ACCIDENT SURVENU À BUIZINGEN

*Président : M. François Bellot*

### ➤ LUNDI 15 MARS 2010

1. Ordre des travaux.

2. Audition de représentants de la CGSP-Cheminots, de la CSC-Transcom et du SLFP-Rail. (Continuation).

- MM. Luc Piens (ACV-Transcom), Gérard Gelmini (CGSP-Rail) et Roland Vermeulen (SLFP-Rail) ont répondu aux questions et remarques.

- Un échange de vues a ensuite eu lieu. Sont intervenus : Mme Linda Musin, MM. Ronny Balcaen, Jan Mortelmans, Mme Camille Dieu, MM. David Lavaux, Roel Deseyn, Mme Valérie De Bue, MM. Patrick De Groote, Ludo Van Campenhout, Stefaan Van Hecke, Jef Van den Bergh et François Bellot.

3. Audition de représentants du Syndicat indépendant pour Cheminots.

- MM. Luc Michel et Luc Pauwels ont donné un exposé introductif.

- Un échange de vues a ensuite eu lieu. Sont intervenus : MM. Jan Mortelmans, David Geerts, Ronny Balcaen, Ludo Van Campenhout, Roel Deseyn, David Lavaux, Patrick de Groote, Mme Valérie De Bue, MM. Stefaan Van Hecke et François Bellot.

4. Audition de conducteurs de train et d'instructeurs du groupe SNCB :

- M. Umberto Lisboa Lebeau (conducteur de train);
- M. Jean-Marie Wilmet (conducteur de trains TGV);
- M. Marcel Sestre (ancien instructeur).

- Exposé introductif des invités.

### ➤ MERCREDI 17 MARS 2010

1. Audition d'organisations d'usagers du train :

- M. Kees Smilde (TrainTramBus);
- M. Gianni Tabbone (Navetteurs.be);
- M. Francis Verhees (Comité consultatif des usagers auprès de la SNCB);
- M. Pierre Havelange (Association des Clients des Transports Publics).

**- Les invités ont fait un exposé introductif.**

- Un échange de vues a ensuite eu lieu. Ont pris la parole : MM. Jan Mortelmans, Ludo Van Campenhout, Roel Deseyn, Mme Valérie De Bue, M. David Lavaux, Mme Linda Musin, MM. Patrick De Groote, Jef Van den Bergh, Ronny Balcaen et Stefaan Van Hecke.

2. Ordre des travaux.

Prochaine réunion : lundi 29 mars 2010.

## Relations extérieures

---

COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES

*Président : M. Geert Versnick*

### ➤ **MARDI 16 MARS 2010**

Audition relative :

- aux conclusions de la mission en Colombie d'une délégation de la commission des Affaires étrangères, n° 2437/1. (Rapporteurs : MM. Bruno Tuybens et Olivier Destrebecq).
- à la proposition de résolution (Karine Lalieux, Juliette Boulet, Ingrid Claes, Jean Cornil, Georges Dallemagne, Roel Deseyn, Wouter De Vriendt, Patrick Moriau, Dirk Van der Maelen, Stefaan Vercamer) relative à la situation en Colombie, n° 1701/1.

1. Audition de :

- M. Luc Cortebeeck (CSC-ACV);
- M. Eddy Van Lancker (FGTB-ABVV);
- M. Emmanuel Raison (Coordination belge pour la Colombie);
- M. Sus Van Olmen (Amnesty International Vlaanderen);

2. S.E.M. Carlos Holmes Trujillo, ambassadeur de Colombie.

- Rapporteur : M. Bruno Tuybens.
- Sont intervenus: M. Herman De Croo, Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers, M. Bruno Tuybens, Mme Karine Lalieux, M. Roel Deseyn et Mme Juliette Boulet.

Prochaine réunion : mercredi 31 mars 2010.

## Affaires sociales

---

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

*Président : M. Yvan Mayeur*

### ➤ **MARDI 16 MARS 2010**

1. Proposition de résolution (Camille Dieu, Marie Arena, Philippe Blanchart, Guy Milcamps) visant à inscrire la question du salaire minimum européen à l'agenda de la présidence belge de l'Union européenne en 2010, n° 2199/1.

- Rapporteur : Mme Maggie De Block.
- Mme Camille Dieu a fait un exposé introductif.
- Un échange de vues a ensuite eu lieu.
- Des corrections du texte ont été proposées.

2. Proposition de loi (Hans Bonte, Meryame Kitir) modifiant la loi du 13 février 1998 portant des dispositions en faveur de l'emploi, en vue d'instaurer l'obligation de répondre aux postulants, n° 339/1.

- Rapporteur : Mme Hilâl Yalçın.
- M. Hans Bonte et Mme Meryame Kitir ont fait un exposé introductif.

3. Activation du comportement de recherche d'emploi des chômeurs.

- Echange de vues avec l'administrateur général et l'administrateur général adjoint de l'ONEM. (Continuation).
- Exposé de la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile.
- Echange de vues.

4. Question de Mme Valérie Déom à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "le chômage temporaire résultant de causes économiques et les sanctions ONEM dans le cadre du plan d'activation des chômeurs" (n° 18840).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

5. Question de M. Xavier Baeselen à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, et au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "la rencontre avec le gouvernement flamand concernant les mesures contre la crise et le plan d'accompagnement des chômeurs" (n° 19251).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

6. Question de M. Jean-Jacques Flahaux à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "la politique d'accompagnement des chômeurs" (n° 19289).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

7. Question de M. Stefaan Vercamer à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "la concertation entre l'ONEM, le VDAB, Actiris et le FOREM à propos de la politique d'activation et les conséquences du nouveau plan de recrutement" (n° 19331).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

8. Question de Mme Valérie De Bue à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "l'accompagnement des demandeurs d'emploi" (n° 19862).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

9. Question de Mme Marie Arena à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "les transferts de charges vers les CPAS dans le cadre du plan d'accompagnement des chômeurs" (n° 20117).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

10. Question de Mme Valérie De Bue à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "les modalités de collaboration entre l'ONEM et le FOREM" (n° 20271).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

11. Question de Mme Valérie De Bue à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "les problèmes rencontrés par l'ONEM" (n° 20272).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

12. Question de Mme Sarah Smeyers à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "les déclarations de la ministre concernant le contrôle de certains groupes de chômeurs par l'ONEM" (n° 20651).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

Prochaine réunion : mardi 23 mars 2010.

## Économie

---

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE, DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE, DE L'ÉDUCATION, DES INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES ET CULTURELLES NATIONALES, DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

*Président : M. Bart Laeremans*

### ➤ **MARDI 16 MARS 2010**

1. Question de Mme Liesbeth Van der Auwera à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "la définition de la notion de 'profession libérale'" (n° 20075).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

2. Question de Mme Ilse Uyttersprot à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "la publicité trompeuse de la chaîne de magasins Lidl" (n° 20133).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

3. Question de Mme Ilse Uyttersprot à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "l'avis du Conseil supérieur des indépendants et des PME sur les projets de loi relatifs aux professions libérales réglementées" (n° 20135).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

4. Question de Mme Liesbeth Van der Auwera à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "l'entreprenariat de la seconde chance" (n° 20165).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

5. Question de M. Josy Arens à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "la clause de sauvegarde en cas de crise économique grave" (n° 20452).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

6. Question de M. Josy Arens à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "le suivi des maladies animales" (n° 20453).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

7. Question de Mme Liesbeth Van der Auwera à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "la pauvreté chez les indépendants" (n° 20465).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

8. Question de Mme Liesbeth Van der Auwera à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "l'assurance faillite et l'extension de son champ d'application" (n° 20466).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

9. Question de Mme Tinne Van der Straeten à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "les arrêtés d'exécution de la loi relative aux archives" (n° 20521).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

10. Question de M. Peter Logghe à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "le surcroît de travail engendré par la suppression de l'obligation de tenir une comptabilité" (n° 20554).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

## 11. Ordre des travaux.

### 12. Projet de loi et proposition de loi joints:

- Projet de loi modifiant la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation, n° 2468/1. (Pour mémoire).
- Proposition de loi (Meyrem Almaci, Muriel Gerken, Philippe Henry, Wouter De Vriendt, Zoé Genot) modifiant la législation relative aux crédits à la consommation, n° 1538/1.

- Rapporteur : Mme Katrien Partyka.

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification et le ministre du Climat et de l'Énergie ont donné un exposé introductif.

### 13. Debriefing du Conseil européen "Énergie" du vendredi 12 mars 2010.

- Rapporteur : Mme Tinne Van der Straeten.

- Exposé du ministre du Climat et de l'Énergie.

- M. Peter Logghe, Mme Katrien Partyka et Mme Tinne Van der Straeten ont posé des questions.

### 14. Questions jointes :

- Question de Mme Muriel Gerken au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les conséquences des certificats de l'offshore pour Elia et les consommateurs" (n° 20125).

- Question de Mme Tinne Van der Straeten au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les coûts relatifs aux mécanismes de soutien de l'éolien offshore" (n° 20136).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

### 15. Questions jointes :

- Question de Mme Tinne Van der Straeten au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le projet Myrrha" (n° 20129).

- Question de M. Bart Laeremans au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les compensations wallonnes en faveur de l'IRE à Fleurus" (n° 20151).

- Question de M. Dirk Vijnck au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'octroi d'une aide fédérale au projet MYRRHA" (n° 20462).

- Question de Mme Cathy Plasman au ministre du Climat et de l'Énergie sur "MYRRHA" (n° 20564).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

16. Question de Mme Ilse Uyttersprot à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "l'impossibilité d'échanger des articles défectueux dans certaines chaînes de magasins" (n° 20134).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

17. Question de M. Joseph George au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la publication de l'arrêté ministériel relatif à la nomination des inspecteurs de la CREG" (n° 20172).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

### 18. Questions jointes :

- Question de M. Joseph George au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la taxe sur les sites de production d'électricité non utilisés" (n° 20194).

- Question de M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l'Énergie sur "Electrabel et la taxe sur les sites non utilisés" (n° 20282).
- Question de Mme Tinne Van der Straeten au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le prélèvement sur les sites inexploités" (n° 20348).
- Question de M. Georges Gilkinet au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les nouveaux subsides accordés à l'IRE" (n° 20352).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

19. Question de M. Joseph George au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la répercussion par les fournisseurs de la baisse des tarifs de transport de gaz" (n° 20297).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

20. Question de Mme Katrien Partyka au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'enquête sur la possible manipulation des prix du gaz et le code de conduite" n° 20562).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

21. Question de Mme Ilse Uyttersprot au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la réglementation actuelle en matière de mesure sonore" (n° 20418).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

22. Question de M. Joseph George au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'indépendance du gestionnaire de réseau de transport de gaz" (n° 20469).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

23. Question de Mme Tinne Van der Straeten au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les représentants du gouvernement au sein de Distrigaz et d'Electrabel" (n° 20520).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

24. Questions jointes :

- Question de Mme Cathy Plasman au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la directive européenne relative aux énergies renouvelables" (n° 20526).
- Question de M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la directive européenne sur l'énergie renouvelable" (n° 20599).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

Prochaine réunion : mardi 23 mars 2010.

## Justice

---

COMMISSION DE LA JUSTICE

*Président : Mme Sonja Becq*

### ➤ **MARDI 16 MARS 2010**

1. Ordre des travaux :

- le quatrième forum international sur la cybercriminalité (Lille - 31 mars 2010);
- proposition de loi n° 493/1;
- la présidence belge de l'Union européenne;
- divers.

2. Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur "les arrêtés d'exécution de la loi sur les jeux de hasard" (n° 20390).

- Le secrétaire d'Etat à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'Etat, adjoint au ministre de la Justice a répondu.

3. Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur "les problèmes relatifs au travail pénitentiaire du meurtrier de Gaby Hessels" (n° 19994).

- Le ministre de la Justice a répondu.

4. Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur "la librairie islamique Iqra située à Anvers" (n° 19995).

- Le ministre de la Justice a répondu.

5. Question de Mme Valérie Déom au ministre de la Justice sur "la fixation des affaires en cour d'assises" (n° 20002).

- Le ministre de la Justice a répondu.

6. Question de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur "la sécurité à Bruxelles" (n° 20033).

- Le ministre de la Justice a répondu.

7. Question de Mme Valérie Déom au ministre de la Justice sur "l'arrêt de la cour d'appel de Bruxelles dans l'affaire du Village n° 1 Reine Fabiola" (n° 20056).

- Le ministre de la Justice a répondu.

8. Question de Mme Valérie Déom au ministre de la Justice sur "la détention arbitraire d'étrangers en prison sur la seule base d'une décision de l'Office des étrangers" (n° 20057).

- Le ministre de la Justice a répondu.

9. Questions jointes :

- Question de Mme Els De Rammelaere au ministre de la Justice sur “le report de l’ouverture de la prison pour jeunes de Saint-Hubert” (n° 20068).
- Question de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur “le centre fermé pour jeunes délinquants de Saint-Hubert” (n° 20104).

- Le ministre de la Justice a répondu.

10. Question de M. Xavier Baeselen au ministre de la Justice sur “la rencontre avec la ministre de l’Aide à la Jeunesse en Communauté française” (n° 20083).

- Le ministre de la Justice a répondu.

11. Questions jointes :

- Question de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur “les 400 000 jours de congé qui n’ont pu être pris par les agents pénitentiaires” (n° 20105).
- Question de Mme Els De Rammelaere au ministre de la Justice sur “les jours de congé qui n’ont pu être pris par les agents pénitentiaires” (n° 20186).
- Question de M. Xavier Baeselen au ministre de la Justice sur “les 400 000 jours de congé non pris par les gardiens de prison et l’absentéisme pour cause d’accident de travail” (n° 20559).

- Le ministre de la Justice a répondu.

12. Question de M. Xavier Baeselen au ministre de la Justice sur “le blocage de contenus à caractères xénophobe ou raciste par la ‘Federal Computer Crime Unit’” (n° 20109).

- Le ministre de la Justice a répondu.

13. Questions jointes :

- Question de M. Xavier Baeselen au ministre de la Justice sur “la réunion des syndicats belges et néerlandais pour discuter du malaise des détenus belges à Tilburg” (n° 20110).
- Question de Mme Els De Rammelaere au ministre de la Justice sur “l’agitation persistante à la prison de Tilburg” (n° 20219).

- Le ministre de la Justice a répondu.

14. Question de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur “le non-retour de l’école supérieure qui avait quitté Anderlecht” (n° 20162).

- Le ministre de la Justice a répondu.

15. Question de M. Francis Van den Eynde au ministre de la Justice sur “les perquisitions menées le 4 mars dernier auprès d’organisations appartenant éventuellement au PKK” (n° 20208).

- Le ministre de la Justice a répondu.

16. Question de M. Bart Laeremans au ministre de la Justice sur “la fusillade mortelle à Uccle” (n° 20231).

- Le ministre de la Justice a répondu.

17. Question de M. Gerolf Annemans au ministre de la Justice sur “la prise en otage d’une famille de diamantaires anversoises” (n° 20260).

- Le ministre de la Justice a répondu.

18. Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur “la peine très légère infligée à un détenu ayant consommé de la drogue à la prison de Hasselt” (n° 20254).

- Le ministre de la Justice a répondu.

19. Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur “le rapport de l’Organe international de contrôle de stupéfiants (OICS) des Nations Unies” (n° 20255).

- Le ministre de la Justice a répondu.

20. Questions jointes :

- Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur “la possibilité pour les administrations communales d’accéder au casier judiciaire central” (n° 20256).

- Question de M. Michel Doomst au ministre de la Justice sur “les casiers judiciaires locaux” (n° 20378).

- Le ministre de la Justice a répondu.

21. Question de Mme Colette Burgeon au ministre de la Justice sur “le nouveau plan national d’action contre les violences intraconjugales” (n° 20278).

- Le ministre de la Justice a répondu.

22. Question de M. Xavier Baeselen au ministre de la Justice sur “la lettre ouverte des magistrats du tribunal de première instance de Bruxelles” (n° 20558).

- Le ministre de la Justice a répondu.

23. Question de M. Michel Doomst à la ministre de l’Intérieur sur “la publication sur le site de la police fédérale de la liste des criminels les plus recherchés” (n° 20314).

- Le ministre de la Justice a répondu.

24. Question de M. Bart Laeremans au ministre de la Justice sur “le refus d’experts psychiatres d’encore collaborer” (n° 20328).

- Le ministre de la Justice a répondu.

#### ➤ **MERCREDI 17 MARS 2010**

1. Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Raf Terwingen, Servais Verherstraeten) modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la procédure de divorce, n°s 1517/1 à 5.

Amendements de M. Terwingen, Mmes Déom, Lahaye-Battheu et Nyssens.

- Proposition de loi (Sabien Lahaye-Battheu, Carina Van Cauter) modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la procédure de divorce, n°s 1706/1 et 2.

Amendements de Mme Lahaye-Battheu.

Rapport fait au nom de la sous-commission "Droit de la famille" par Mme Marie-Christine Marghem.  
(Continuation, clôture et votes). (Rapporteur : Mme Sabien Lahaye-Battheu).

#### Proposition de loi n° 1517

- Les amendements n°s 1, 2, 4, 5 et 15 ont été retirés.
- Les amendements n°s 3, 6 à 14 et 16 à 19 ont été adoptés.
- La commission a décidé de déroger à l'article 82, 1, du Règlement.
- L'ensemble de la proposition 1517 a été adopté à l'unanimité.
- La proposition de loi n°1706 devient par conséquent sans objet.

2. Avis de subsidiarité sur une initiative pour une directive du Parlement européen et du Conseil relative aux droits de l'interprétation et à la traduction dans le cadre des procédures pénales.

- Rapporteur : Mme Mia De Schamphelaere.
- La commission n'a émis aucune remarque concernant la subsidiarité.

3. Avis de subsidiarité sur une initiative pour une directive du Parlement européen et du Conseil relative à la décision de protection européenne.

- Rapporteur : Mme Valérie Déom.
- La commission n'a émis aucune remarque concernant la subsidiarité.

4. - Avis de subsidiarité sur une proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre l'Union européenne et l'Australie sur le traitement et le transfert de données des dossiers passagers (données PNR) provenant de l'Union européenne par les transporteurs aériens au service des douanes australien COM(2009)0701.

- Avis de subsidiarité sur une proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre l'Union européenne et les États-Unis d'Amérique sur le traitement et le transfert de données des dossiers passagers (données PNR) par les transporteurs aériens au ministère américain de la sécurité intérieure (DHS) (accord PNR 2007) COM(2009)0702.

- Rapporteur : M. Renaat Landuyt.
- Plusieurs membres ont posé des questions sur la procédure à suivre.

Prochaine réunion : mardi 23 mars 2010.

## **Finances et Budget**

---

COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

*Président : M. François-Xavier de Donnea*

### ➤ **MARDI 16 MARS 2010**

Projet de loi contenant le cinquième ajustement du Budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2009, n° 2447/1.

- Rapporteur : M. Jean-Jacques Flahaux.
- Les articles 1er à 4 ainsi que l'ensemble du projet de loi ont été successivement adoptés par 9 voix et 3 abstentions.

➤ **MERCREDI 17 MARS 2010**

1. Projet de loi modifiant l'article 308, § 3, du Code des impôts sur les revenus 1992, n° 2475/1.

- Rapporteur : M. Christian Brotcorne.

- Les articles 1<sup>er</sup> à 3, ainsi que l'ensemble du projet de loi, y compris les corrections d'ordre légistique, ont été successivement adoptés à l'unanimité.

2. Questions jointes :

- Question de M. Raf Terwingen au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la rémunération de l'aide juridique de deuxième ligne" (n° 19841).

- Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "l'aide juridique de deuxième ligne" (n° 20374).

- Le secrétaire d'Etat à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au Ministre des Finances a répondu.

3. Question de M. Roland Defreyne au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le statut de courtier en services bancaires et d'investissement" (n° 19898).

- Le secrétaire d'Etat à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au Ministre des Finances a répondu.

4. Question de M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les problèmes liés au crédit hypothécaire" (n° 20152).

- Le secrétaire d'Etat à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au Ministre des Finances a répondu.

5. Questions jointes :

- Question de Mme Rita De Bont au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "les démarches à entreprendre en vue de résorber l'arriéré auprès des comités d'acquisition et d'expropriation fédéraux" (n° 20178).

- Question de M. Jenne De Potter au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la mesure de la charge de travail des comités d'acquisition du SPF Finances" (n° 20397).

- Le secrétaire d'Etat à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au Ministre des Finances a répondu.

6. Questions jointes :

- Question de M. Hagen Goyvaerts au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le jugement prononcé par la cour d'appel dans l'affaire des sociétés de liquidités" (n° 20193).

- Question de M. Robert Van de Velde au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "les déclarations de la cour d'appel d'Anvers concernant les sociétés de liquidités" (n° 20307).

- Le secrétaire d'Etat à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au Ministre des Finances a répondu.

7. Question de M. Christian Brotcorne au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "des contrôles ciblés relatifs à la comptabilité et les comptes des petites ASBL" (n° 20215).

- Le secrétaire d'Etat à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au Ministre des Finances a répondu.

8. Question de M. Kristof Waterschoot au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "l'avenir de la Banque Diamantaire Anversoise" (n° 20239).

- Le secrétaire d'Etat à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au Ministre des Finances a répondu.

9. Question de M. Kristof Waterschoot au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la possible création d'un fonds monétaire européen" (n° 20240).

- Le secrétaire d'Etat à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au Ministre des Finances a répondu.

10. Question de M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la directive sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs" (n° 20247).

- Le secrétaire d'Etat à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au Ministre des Finances a répondu.

11. Question de M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la déclaration électronique" (n° 20249).

- Le secrétaire d'Etat à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au Ministre des Finances a répondu.

12. Question de M. Robert Van de Velde au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la Banque Nationale" (n° 20262).

- Le secrétaire d'Etat à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au Ministre des Finances a répondu.

13. Question de M. Robert Van de Velde au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “le remboursement afférent à une déclaration d’impôt” (n° 20263).

- Le secrétaire d’État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au Ministre des Finances a répondu.

14. Question de M. Jan Jambon au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “la base de données fiscales *Fisconetplus* et le site législatif général Justel” (n° 20423).

- Le secrétaire d’État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au Ministre des Finances a répondu.

15. Question de M. Philippe Collard au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “les restructurations au sein de l’administration des Finances” (n° 20431).

- Le secrétaire d’État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au Ministre des Finances a répondu.

16. Question de M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “l’établissement d’une liste de sociétés concernées par la production d’armes à sous-munitions ou de mines terrestres” (n° 20435).

- Le secrétaire d’État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au Ministre des Finances a répondu.

17. Question de M. Guy Milcamps au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “le transfert de propriété aux entités fédérées” (n° 20498).

- Le secrétaire d’État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au Ministre des Finances a répondu.

18. Questions jointes :

- Question de M. Kristof Waterschoot au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “le formulaire de déclaration d’impôt pour l’exercice 2010” (n° 20507).

- Question de M. Hagen Goyvaerts au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “le formulaire de déclaration d’impôt pour l’exercice 2010” (n° 20541).

- Le secrétaire d’Etat à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au Ministre des Finances a répondu.

19. Question de M. Jan Jambon au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “la circulaire n° Ci.RH. 331/554.678 (AFER 2/2003) du 22 septembre 2009” (n° 20529).

- Le secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au Ministre des Finances a répondu.

20. Question de M. Christian Brotcorne au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la liste actualisée des pays RDT" (n° 20545).

- Le secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au Ministre des Finances a répondu.

21. Question de M. Robert Van de Velde au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la manipulation supposée du cours de l'action de la BNB" (n° 20608).

- Le secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au Ministre des Finances a répondu.

22. Questions jointes :

- Question de M. Robert Van de Velde au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "l'indemnité pour frais professionnels attribuée au président de l'observatoire de la fiscalité régionale" (n° 20627).

- Question de M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "l'allocation attribuée au président de l'observatoire de la fiscalité régionale" (n° 20644).

- Question de M. Hagen Goyvaerts au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "l'intention d'attribuer une indemnité forfaitaire annuelle pour frais professionnels au président de l'observatoire de la fiscalité régionale" (n° 20662).

- Le secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au Ministre des Finances a répondu.

Prochaine réunion : mardi 23 mars 2010.

## **Mondialisation**

---

COMMISSION SPÉCIALE "MONDIALISATION"

*Président : M. Dirk Van der Maelen*

### ➤ **MARDI 16 MARS 2010**

*"Les aspects mondiaux de la crise financière"*

Échange de vues avec M. Paul Goldschmidt, membre de l'Institut Thomas More (Bruxelles), directeur émérite à la Commission européenne.

## Questions scientifiques et technologiques

---

COMITÉ D'AVIS POUR LES QUESTIONS SCIENTIFIQUES ET TECHNOLOGIQUES

*Président : Mme Yolande Avontroodt*

### ➤ **MARDI 16 MARS 2010**

Discussion d'un texte martyr de la présidente sur la pharmacogénomique et la médecine personnalisée.

- Des remarques ont été formulées par MM. Hagen Goyvaerts, Mark Verhaegen, Mme Brigitte Wiaux et Mme Yolande Avontroodt.

Prochaine réunion : mardi 23 mars 2010.

## Santé publique

---

COMMISSION DE LA SANTÉ PUBLIQUE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ

*Président : Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers*

### ➤ **MARDI 16 MARS 2010**

1. Question de Mme Magda Raemaekers à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "le racisme chez les portiers" (n° 19607).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

2. Question de M. Roland Defreyne à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la notification des implants et des dispositifs médicaux invasifs pour utilisation prolongée" (n° 19897).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

3. Questions jointes :

- Question de Mme Muriel Gerkens à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la durée des études de médecine" (n° 20317).

- Question de M. Koen Bultinck à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la durée de la formation de base en médecine" (n° 20404).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

4. Question de Mme Isabelle Tasiaux-De Neys à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'ouverture d'une pharmacie sur le site du siège de l'OTAN à Evere" (n° 20331).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

5. Question de Mme Colette Burgeon à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'interdiction d'exposer des cigarettes à l'étal des commerces" (n° 20373).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

6. Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la mauvaise utilisation de la pilule contraceptive" (n° 20442).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

7. Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le nombre d'enfants hyperactifs traités aux amphétamines" (n° 20443).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

8. Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le dépistage des maladies rénales" (n° 20456).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

9. Question de M. Xavier Baeselen à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la castration des porcelets" (n° 20488).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

10. Question de M. Xavier Baeselen à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le rapport commandé sur les souffrances inutiles des animaux à l'abattoir" (n° 20489).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

➤ **MERCREDI 17 MARS 2010**

1. Question de M. David Clarinval au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le manque de coordination entre les différents niveaux de pouvoirs en matière de lutte contre le réchauffement climatique et de politique énergétique" (n° 19887).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

2. Question de M. David Clarinval au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les montants alloués annuellement au fonds budgétaire du SPF Environnement pour financer la politique de réduction des émissions de gaz à effet de serre" (n° 19899).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

3. Question de M. David Clarinval au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le projet d'étude sur l'économie des écosystèmes et de la biodiversité" (n° 19900).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

4. Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la mise en œuvre du Programme de Réduction des Pesticides et des Biocides" (n° 20020).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

5. Questions jointes :

- Question de Mme Karine Lalieux au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le recours de l'État fédéral contre le décret de la Région flamande du 8 mai 2009 octroyant des quotas de CO2 relatifs à l'aéroport de Bruxelles-national" (n° 20045).

- Question de M. Eric Jadot au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'application du 'système communautaire d'échange de quotas de CO2' concernant l'aéroport de Bruxelles National" (n° 20118).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

6. Question de Mme Marie-Martine Schyns au ministre du Climat et de l'Énergie sur "de nouvelles autorisations de cultures d'OGM" (n° 20126).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

7. Question de M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le protocole d'accord conclu avec l'Europe concernant des événements ayant pour thème l'environnement" (n° 20392).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

8. Question de M. Eric Jadot au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la répartition des rôles entre les différents ministres du Climat (fédéral et régionaux) au cours de la Présidence belge" (n° 20509).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

9. Question de Mme Cathy Plasman au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les émissions de CO2" (n° 20561).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

10. Question de M. Éric Jadot au ministre des Pensions et des Grandes villes sur "l'avenir de la politique des grandes villes sur le plan du financement et de l'emploi" (n° 20226).

- Le ministre des Pensions et des Grandes villes a répondu.

11. Propositions de résolution jointes :

- Proposition de résolution (Katia della Faille de Leverghem, Hilde Vautmans, Yolande Avontroodt, Carina Van Cauter, Geert Versnick) relative à l'établissement d'un plan global de prévention et de lutte en matière d'obésité, n° 481/1 à 3.
  - Proposition de résolution (Jacques Otlet, Carine Lecomte) visant à favoriser une approche curative interdisciplinaire des problèmes de surcharge pondérale chez l'enfant et d'obésité chez l'adulte, ainsi que des risques y afférents, n° 1220/1 à 4.
- (Continuation). (Rapporteur : Mme Isabelle Tasiaux-De Neys).

- La discussion a été poursuivie.

12. Proposition de loi (Thérèse Snoy et d'Oppuers, Muriel Gerkens, Meyrem Almaci) visant à interdire la vente des acides gras trans, n° 2113/1.

- Rapporteur : Mme Lieve Van Daele.
- Exposé introductif par l'auteur principal.
- Une première discussion a eu lieu.
- La commission a décidé de demander l'avis écrit de personnes et d'institutions

Prochaine réunion : mardi 23 mars 2010.

### Questions européennes

---

COMITÉ D'AVIS FÉDÉRAL CHARGÉ DE QUESTIONS EUROPÉENNES

*Présidents : M. Herman De Croo et Mme Vanessa Matz (S)*

#### ➤ **MARDI 16 MARS 2010**

Échange de vues avec M. Didier Seeuws, Représentant permanent adjoint de la Belgique auprès de l'Union européenne, sur la problématique de la comitologie.

### Intérieur

---

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR, DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

*Président : M. André Frédéric*

#### ➤ **MERCREDI 17 MARS 2010**

1. Evaluation de la police 10 ans après la réforme.  
(Continuation)(Rapporteurs : Mme Jacqueline Galant et M. Michel Doomst).  
Thème : police de proximité.  
Ordre des travaux.

- A l'unanimité, la commission a décidé d'entendre la ministre de l'Intérieur sur ce thème.

2. Proposition de loi (Roland Defreyne, Josy Arens, Jacqueline Galant, Sofie Staelraeve, Eric Thiébaud) modifiant la loi du 6 mai 2009 portant des dispositions diverses en ce qui concerne la poursuite de la promotion de la possession d'un ordinateur, n° 2459/1.

- Rapporteur : Mme Corinne De Permentier
- Exposé introductif de l'auteur principal.
- La discussion a eu lieu. M. Weyts est intervenu.
- Des corrections techniques ont été apportées.
- Les articles et l'ensemble de la proposition de loi, ainsi corrigés, ont été successivement adoptés à l'unanimité.

3. Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Daniel Bacquelaine, Xavier Baeselen, Françoise Colinia, Corinne De Permentier, Daniel Ducarme, Denis Ducarme, Eric Libert) visant à interdire le port de tout vêtement cachant totalement ou de manière principale le visage, n° 2289/1 et 2.
- Proposition de loi (Georges Dallemagne, Catherine Fonck, Christian Brotcorne, Josy Arens) sur l'exercice de la liberté d'aller et venir sur la voie publique, n° 2442/1 et 2.

- Rapporteur : Mme Jacqueline Galant

- Exposés introductifs de Mme Corinne De Permentier et M. Georges Dallemagne.
- La discussion a été entamée. MM. Ben Weyts, Eric Thiébaud, Mme Leen Dierick, MM. Fouad Lahssaini, Bart Somers, Mme Zoé Genot, MM. Bert Schoofs et André Frédéric ont pris la parole.
- Par 11 voix contre une, la commission a décidé de ne pas demander l'avis du Conseil d'Etat.

4. Question de Mme Sofie Staelraeve à la ministre de l'Intérieur sur "les normes de prévention incendie pour les bâtiments industriels" (n° 20113).

5. Question de Mme Zoé Genot à la ministre de l'Intérieur sur "la mention du sexe sur les documents d'identité" (n° 20124).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

6. Question de M. Raf Terwingen à l sur "la répartition des coûts engendrés par les manifestations de militants pacifistes sur la base militaire de Kleine Brogel" (n° 20171).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

7. Question de Mme Françoise Colinia au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la fin du délai imparti pour effectuer la déclaration obligatoire des systèmes d'alarme par le biais d'internet" (n° 20184).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

8. Question de M. Gerolf Annemans à la ministre de l'Intérieur sur "la prise en otage de la famille d'un diamantaire anversois" (n° 20265).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

9. Questions jointes :

- Question de M. Jean-Jacques Flahaux à la ministre de l'Intérieur sur "la mise en place de conseillers en prévention incendie" (n° 20267).
- Question de M. Jean-Jacques Flahaux à la ministre de l'Intérieur sur "la mise en place de conseillers en prévention incendie" (n° 20386).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

10. Question de Mme Leen Dierick à la ministre de l'Intérieur sur "le laboratoire scientifique de la police fédérale" (n° 20296).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

11. Question de Mme Jacqueline Galant à la ministre de l'Intérieur sur "la situation concernant le traitement des dossiers relatifs aux armes en Hainaut" (n° 20310).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

12. Question de M. Xavier Baeselen à la ministre de l'Intérieur sur "la motion déposée par trois bourgmestres de la zone de police Bruxelles-Midi" (n° 20341).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

13. Question de M. Georges Gilkinet à la ministre de l'Intérieur sur "l'installation d'un dépôt d'explosifs sur le site de l'ancien dépôt militaire de Sugny" (n° 20350).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

14. Question de M. Georges Gilkinet à la ministre de l'Intérieur sur "l'incident survenu à l'IRE de Fleurus du 7 février" (n° 20351).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

15. Question de Mme Annick Ponthier à la ministre de l'Intérieur sur "les moyens supplémentaires pour la police exigés par la ministre à l'occasion du contrôle budgétaire" (n° 20363).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

16. Question de M. Kristof Waterschoot à la ministre de l'Intérieur sur "les passagers clandestins découverts à bord de cargos dans les ports belges" (n° 20372).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

17. Question de Mme Hilâl Yalçın à la ministre de l'Intérieur sur "les menaces de l'organisation terroriste PKK" (n° 20409).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

18. Question de M. Stefaan Van Hecke à la ministre de l'Intérieur sur "l'incarcération des militants du 'Lappersfortbos'" (n° 20477).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

19. Question de M. Stefaan Van Hecke à la ministre de l'Intérieur sur "le recours au Taser" (n° 20479).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

20. Question de M. Peter Logghe à la ministre de l'Intérieur sur "l'augmentation du prix de l'eID" (n° 20496).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

21. Questions jointes :

- Question de M. Renaat Landuyt à la ministre de l'Intérieur sur "le soutien apporté aux zones de police des communes de la côte durant les mois d'été" (n° 20504).

- Question de M. Peter Logghe à la ministre de l'Intérieur sur "le manque d'effectifs policiers pendant les mois d'été à la côte belge" (n° 20553).

- Question de M. Roland Defreyne à la ministre de l'Intérieur sur "les garantis en matière d'ordre et de sécurité à la côte - Hycap" (n° 20595).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

22. Question de M. Georges Gilkinet à la ministre de l'Intérieur sur "l'efficacité des comprimés d'iode distribués à proximité des sites nucléaires" (n° 20596).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

23. Question de M. Stefaan Van Hecke à la ministre de l'Intérieur sur "l'intervention de la police dans les soirées pour jeunes" (n° 20549).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

24. Questions jointes :

- Question de Mme Annick Ponthier à la ministre de l'Intérieur sur "le drame familial à Bilzen" (n° 20552).

- Question de M. Kristof Waterschoot à la ministre de l'Intérieur sur "les écoutes téléphoniques en cas de trafic d'armes illégal" (n° 20610).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

25. Question de M. Georges Gilkinet à la ministre de l'Intérieur sur "la circulaire française concernant les activités autour des installations nucléaires" (n° 20600).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

26. Question de M. Georges Gilkinet à la ministre de l'Intérieur sur "le soutien aux communes sur l'élaboration des plans d'urgence" (n° 20604).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

27. Question de M. Guy Milcamps à la ministre de l'Intérieur sur "la collaboration entre Touring et la police fédérale" (n° 20628).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

28. Question de M. Guy Milcamps à la ministre de l'Intérieur sur "l'installation d'une division de police à Achêne" (n° 20629).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

Prochaine réunion : mercredi 24 mars 2010.

## Défense nationale

---

COMMISSION DE LA DÉFENSE NATIONALE

*Président : M. Ludwig Vandenhove*

### ➤ **MERCREDI 17 MARS 2010**

1. Ordre des travaux.

2. Questions jointes :

- Question de M. André Flahaut au ministre de la Défense sur “la réunion informelle de l’OTAN à Istanbul les 4 et 5 février 2010” (n° 19285).
- Question de Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur “la réunion de l’OTAN début février à Istanbul” (n° 19425).
- Question de Mme Françoise Colinia au ministre de la Défense sur “la concertation des ministres de la Défense dans le cadre du refinancement de l’OTAN” (n° 20344).

- Le ministre de la Défense a répondu.

3. Interpellation de M. David Geerts au ministre de la Défense sur “l’usage impropre d’avions par le ministre” (n° 414).

- Le ministre de la Défense a répondu.
- Une motion de recommandation a été déposée par M. David Geerts
- Une motion pure et simple a été déposée par M. Gerald Kindermans et Mme Ingrid Claes.

4. Question de Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur “les ‘intrusions’ sur les bases militaires” (n° 19780).

- Le ministre de la Défense a répondu.

5. Question de M. Kristof Waterschoot au ministre de la Défense sur “les problèmes techniques d’assurances lors de l’embarquement de VPD” (n° 19984).

- Le ministre de la Défense a répondu.

6. Questions jointes :

- Question de M. Bruno Stevenheydens au ministre de la Défense sur “l’Airbus A330 qui a heurté un hangar” (n° 19991).
- Question de M. Luc Sevenhans au ministre de la Défense sur “l’accident à Zaventem impliquant l’Airbus A330” (n° 20011).
- Question de M. David Geerts au ministre de la Défense sur “l’Airbus A330 endommagé” (n° 20143).

- Le ministre de la Défense a répondu.

7. Question de M. Luc Sevenhans au ministre de la Défense sur “l’accident lors des manœuvres de l’armée belge en Tchèque” (n° 20012).

- Le ministre de la Défense a répondu.

8. Question de Mme Hilde Vautmans au ministre de la Défense sur "l'acquisition d'hélicoptères NH90" (n° 20095).

- Le ministre de la Défense a répondu.

9. Questions jointes :

- Question de Mme Hilde Vautmans au ministre de la Défense sur "le plan de transformation de l'armée" (n° 20158).

- Question de M. Gerald Kindermans au ministre de la Défense sur "la concertation avec les syndicats militaires concernant les mesures d'accompagnement du plan de transformation de la défense" (n° 20512).

- Question de Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur "le plan de finalisation de la transformation de nos Forces armées et le plan d'accompagnement sociale" (n° 20598).

- Question de M. David Geerts au ministre de la Défense sur "la concertation sociale avec les syndicats et le rejet des mesures d'accompagnement" (n° 20607).

- Le ministre de la Défense a répondu.

10. Questions jointes :

- Question de Mme Hilde Vautmans au ministre de la Défense sur "le service militaire volontaire" (n° 20174).

- Question de Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur "le service militaire volontaire - EVMI" (n° 20590).

- Le ministre de la Défense a répondu.

11. Questions jointes :

- Question de M. Wouter De Vriendt au ministre de la Défense sur "le retrait de la MONUC" (n° 20181).

- Question de Mme Hilde Vautmans au ministre de la Défense sur "le retrait de troupes de la MONUC" (n° 20303).

- Question de Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur "le retrait progressif de la MONUC" (n° 20621).

- Le ministre de la Défense a répondu.

12. Questions jointes :

- Question de M. Bruno Stevenheydens au ministre de la Défense sur "la vente de casernes à l'Europe" (n° 20201).

- Question de Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur "le transfert de casernes à l'Union européenne pour stocker de matériel destiné à des missions civiles" (n° 20620).

- Le ministre de la Défense a répondu.

13. Questions jointes :

- Question de M. Bruno Stevenheydens au ministre de la Défense sur "le financement complémentaire par les 7 pays participants au projet A400M" (n° 20253).

- Question de Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur "un accord conclu sur un financement complémentaire de l'A400M" (n° 20588).

- Le ministre de la Défense a répondu.

14. Question de M. Denis Ducarme au ministre de la Défense sur "les plaintes déposées par la CGSP Défense portant sur l'absence d'un rapport annuel en matière de médecine du travail" (n° 20306).

- Le ministre de la Défense a répondu.

15. Question de M. Francis Van den Eynde au ministre de la Défense sur "la disproportion à l'armée belge entre le nombre d'officiers et de sous-officiers, d'une part, et le nombre de soldats, d'autre part" (n° 20394).

- Le ministre de la Défense a répondu.

16. Questions jointes :

- Question de M. André Flahaut au ministre de la Défense sur "sa visite en RDC" (n° 20440).

- Question de Mme Hilde Vautmans au ministre de la Défense sur "les partenariats militaires avec le Congo" (n° 20475).

- Question de M. Gerald Kindermans au ministre de la Défense sur "sa visite en République démocratique du Congo" (n° 20514).

- Question de M. Wouter De Vriendt au ministre de la Défense sur "la participation de militaires congolais au défilé du 21 juillet" (n° 20519).

- Interpellation de M. Dirk Van der Maelen au ministre de la Défense sur "le défilé commun de militaires belges et congolais" (n° 418).

- Interpellation de M. Francis Van den Eynde et au premier ministre au ministre de la Défense sur "l'accord prévoyant la participation de militaires congolais au défilé militaire du 21 juillet et de militaires belges aux festivités commémorant le cinquantième anniversaire de l'indépendance du Congo" (n° 420).

- Interpellation de M. Wouter De Vriendt au premier ministre sur "la participation de militaires congolais au défilé du 21 juillet" (n° 421).

- Question de M. Dirk Vijnck au ministre de la Défense sur "la visite du ministre de la Défense à la République Démocratique du Congo" (n° 20611).

- Question de M. Gerald Kindermans au ministre de la Défense sur "la recherche de trois pilotes belges disparus en 1965 au Congo" (n° 20615).

- Question de M. Denis Ducarme au ministre de la Défense sur "l'invitation formulée par le ministre au département de la Défense congolaise à défilé le 21 juillet à Bruxelles dans le cadre de notre fête nationale" (n° 20616).

- Question de Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur "la mission du Godetia, bilan à mi-parcours" (n° 20622).

- Question de Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur "sa visite en RDC en mars 2010" (n° 20623).

- Question de M. Luc Sevenhans au ministre de la Défense sur "l'invitation de l'armée congolaise pour le défilé du 21 juillet" (n° 20624).

- Question de Mme Hilde Vautmans au ministre de la Défense sur "la participation de militaires au défilé en Belgique et au Congo" (n° 20638).

- Question de Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur "la recherche de 3 pilotes belges et d'un hélicoptère disparus en 1965 au Congo" (n° 20658).

- Le ministre de la Défense a répondu.

- Trois motions de recommandation ont respectivement été déposées par M. Dirk Van der Maelen, Francis Van den Eynde et Bruno Stevenheydens et M. Wouter De Vriendt.

- Trois motions pures et simples ont été déposées par MM. Denis Ducarme, Gerald Kindermans, Servais Verherstraeten et Roland Defreyne, et MMes Camille Dieu, Ingrid Claes et Brigitte Wiaux.

17. Questions jointes :

- Question de M. Bruno Stevenheydens au ministre de la Défense sur "l'étude qualitative concernant les problèmes d'infrastructure à la citadelle de Diest" (n° 20459).
- Question de M. Dirk Vijnck au ministre de la Défense sur "l'étude relative à l'infrastructure militaire pour les unités paracommandos et la dissolution du 1 Para" (n° 20612).

- Le ministre de la Défense a répondu.

18. Questions jointes :

- Question de M. Bruno Stevenheydens au ministre de la Défense sur "le programme de la visite de travail en Amérique du Sud" (n° 20485).

- Le ministre de la Défense a répondu.

19. Question de M. Dirk Vijnck au ministre de la Défense sur "l'utilisation de l'A330 CS-TMT" (n° 20613).

- Le ministre de la Défense a répondu.

Prochaine réunion : mercredi 31 mars 2010.

## **Droit familial**

---

SOUS-COMMISSION "DROIT DE LA FAMILLE"

*Président : Mme Clotilde Nyssens*

➤ **MERCREDI 17 MARS 2010**

1. Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Sabien Lahaye-Battheu, Marie-Christine Marghem, Carina Van Cauter, Josy Arens) modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la comparution personnelle et la tentative de conciliation en cas de divorce, n°s 1511/1 à 7.

Amendements de Mmes Nyssens, Lahaye-Battheu et Marghem et de M. Terwingen.

- Proposition de loi (Raf Terwingen, Sonja Becq, Mia De Schampelaere) modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la comparution personnelle en cas de divorce, n° 1716/1. (Clôture). (Rapporteur : Mme Valérie Déom).

- Mme Clotilde Nyssens a introduit des amendements.

- La discussion a été poursuivie.

2. Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Muriel Gerkens, Fouad Lahssaini, Stefaan Van Hecke, Juliette Boulet, Tinne Van der Straeten, Zoé Genot, Thérèse Snoy et d'Oppuers, Wouter De Vriendt, Meyrem Almaci) modifiant les dispositions du Code civil relatives à la protection des biens des personnes totalement ou partiellement incapables d'en assumer la gestion en raison de leur état physique ou mental, n° 318/1.

- Proposition de loi (Thierry Giet, André Frédéric, Yvan Mayeur) modifiant le Code civil et la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques afin d'accroître la publicité de la décision portant désignation d'un administrateur provisoire, n° 716/1.

- Proposition de loi (Sabien Lahaye-Battheu, Carina Van Cauter) modifiant la législation en ce qui concerne l'interdiction judiciaire et l'assistance d'un conseil judiciaire, n° 879/1.

- Proposition de loi (Luc Goutry, Sarah Smeyers, Thierry Giet, Marie-Christine Marghem, Sabien Lahaye-Battheu, Clotilde Nyssens) modifiant la législation relative aux statuts d'incapacité en vue d'instaurer un statut global, n°s 1356/1 et 2.
  - Proposition de loi (Muriel Gerkens, Stefaan Van Hecke) instaurant un régime global d'administration provisoire des biens et des personnes, n° 1792/1.
  - Proposition de loi (Sabien Lahaye-Battheu, Olivier Hamal) modifiant le Code civil en vue de permettre aux déséquilibrés mentaux placés sous administration provisoire de tester moyennant l'autorisation du juge de paix, n°s 1880/1 et 2.
- Rapporteurs : Mme Valérie Déom et M. Raf Terwingen.  
 - Une première discussion a eu lieu.

### 3. Ordre des travaux.

Prochaine réunion : mercredi 24 mars 2010.

## Infrastructure

---

COMMISSION DE L'INFRASTRUCTURE, DES COMMUNICATIONS ET DES ENTREPRISES PUBLIQUES

*Président : M. François Bellot*

### ➤ **MERCREDI 17 MARS 2010**

1. Question de M. Jean-Jacques Flahaux au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "la mise en place effective de Galileo" (n° 19091).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

2. Questions jointes :

- Question de Mme Martine De Maght au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "les autorisations pour les chars utilisés lors de manifestations folkloriques" (n° 19281).

- Question de M. Bert Schoofs au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "la problématique de l'autorisation de circuler sur les voies publiques accordée aux chars de carnaval" (n° 19445).

- Question de M. David Lavaux au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "les autorisations de circuler pour les chars carnavalesques" (n° 20176).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

3. Questions jointes :

- Question de M. Paul Vanhie au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "les dispenses relatives au port de la ceinture de sécurité" (n° 19296).

- Question de M. David Lavaux au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "les éventuels abus de dispenses de port de ceintures de sécurité" (n° 19598).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

4. Question de M. David Geerts au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "les recettes des amendes" (n° 19367).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

5. Question de Mme Valérie De Bue au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "le port du gilet fluorescent" (n° 19372).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

6. Questions jointes :

- Question de M. Peter Logghe au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "la nouvelle Banque-Carrefour des véhicules" (n° 19399).

- Question de M. Patrick De Grootte au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "l'avant-projet de loi portant création de la Banque-Carrefour des véhicules" (n° 19429).

- Question de M. Jef Van den Bergh au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "la Banque-Carrefour des véhicules" (n° 19583).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

7. Question de Mme Mia De Schampelaere au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "la libéralisation des sociétés de handling à l'aéroport de Bruxelles-National" (n° 19403).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

8. Questions jointes :

- Question de M. Xavier Baeselen au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "la concertation avec les Régions pour l'utilisation des couloirs de bus par les motards" (n° 19405).

- Question de M. Xavier Baeselen au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "l'état d'avancement du dossier concernant l'utilisation du couloir des bus" (n° 20405).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

9. Question de M. Patrick De Grootte au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "le comportement sur la route d'un prince royal lors de l'alerte au smog" (n° 19467).

10. Questions jointes :

- Question de M. Jef Van den Bergh au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "l'interdiction de circuler imposée aux camions" (n° 19543).

- Question de M. Patrick De Grootte au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "l'interdiction de circulation pour les poids lourds lors de chutes de neige" (n° 19551).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

11. Question de Mme Valérie De Bue au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "l'utilisation des pneus d'hiver" (n° 19896).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

12. Question de Mme Jacqueline Galant au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "l'accident de train à Hal" (n° 19669).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

13. Question de M. David Lavaux au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "le blocage du dossier RER" (n° 19681).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

14. Questions jointes :

- Question de M. David Lavaux au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "le rapport de l'organe d'enquête indépendant sur l'accident à Buizingen" (n° 19682).

- Question de M. David Lavaux à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "le rapport de l'organe d'enquête indépendant sur l'accident à Buizingen" (n° 19741).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

15. Questions jointes :

- Question de M. François Bellot au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "le choix des pistes et les routes aériennes à partir de et vers l'aéroport de Bruxelles-National" (n° 19702).

- Question de M. Ben Weyts au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "le accord présumé sur les nuisances sonores autour de Zaventem" (n° 19961).

- Question de M. Bart Laeremans au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "la répartition des nuisances sonores autour de Zaventem" (n° 19964).

- Question de Mme Sonja Becq au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "la conclusion de l'accord aéroportuaire" (n° 19986).

- Question de Mme Karine Lalieux au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "l'accord relatif au nouveau plan de gestion des nuisances sonores de l'aéroport de Bruxelles-National" (n° 20055).

- Question de M. Bruno Tobback au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "la répartition des nuisances sonores à proximité de l'aéroport de Zaventem" (n° 20087).

- Question de Mme Valérie De Bue au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "l'accord sur les nuisances sonores à Bruxelles-National" (n° 20111).

- Question de M. Jean-Jacques Flahaux au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "le nouveau plan de vol de Zaventem" (n° 20268).

- Question de M. Jean-Jacques Flahaux au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "le nouveau plan de vol pour l'aéroport de Zaventem" (n° 20388).

- Question de M. Georges Dallemagne au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "l'exécution de l'accord aéroportuaire" (n° 20494).

- Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "l'usage excessif de la piste 02 en ce début mars" (n° 20481).

- Question de M. Olivier Maingain au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "l'application des procédures et des normes de vent par Belgocontrol" (n° 20597).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

16. Question de M. François Bellot au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "le service de médiation de l'aéroport de Bruxelles-National" (n° 19703).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

17. Questions jointes :

- Question de Mme Cathy Plasman au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "le contrôle de la vitesse tout au long d'un trajet" (n° 19771).
- Question de M. Jef Van den Bergh au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "les contrôles de trajet" (n° 19946).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

18. Question de M. David Geerts au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "les cartes tachygraphiques pour les conducteurs titulaires du permis B" (n° 19826).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

Prochaine réunion : mardi 30 mars 2010.

## Séance plénière

➤ JEUDI 18 MARS 2010 APRÈS-MIDI (0146)

### **PROJET DE LOI ET PROPOSITIONS DE LOI**

---

1. Projet de loi modifiant la procédure relative au règlement collectif de dettes, n<sup>os</sup> 2387/1 à 5 ;

*Le présent projet de loi vise la modification de la procédure relative au règlement collectif de dettes tel qu'il est repris dans le Code Judiciaire. Plus particulièrement une modification de procédure est introduite en ce qui concerne les convocations et les notifications qui doivent se faire en ce moment par pli judiciaire, par pli recommandé ou par pli simple.*

Le projet de loi (n° 2387) est adopté par 124 voix et 12 abstentions

2. Proposition de résolution (Mmes Katia della Faille de Leverghem, Hilde Vautmans et Valérie Déom, M. Bruno Tobback, Mmes Marie-Martine Schyns, Nathalie Muylle, Meyrem Almaci, Josée Lejeune, Colette Burgeon, Thérèse Snoy et d'Oppuers et Magda Raemaekers) visant à accroître la transparence de l'expérimentation animale, n<sup>os</sup> 1379/1 à 10.

La proposition de résolution (n° 1379) est adoptée par 120 voix et 16 abstentions

3. Proposition de loi (Mme Ingrid Claes, MM. François Bellot et André Flahaut et Mmes Hilde Vautmans et Brigitte Wiaux) portant exécution temporaire de l'organisation des relations entre les autorités publiques et les syndicats du personnel militaire, n<sup>os</sup> 2366/1 et 2.

*Le statut syndical militaire est fixé par la loi du 11 juillet 1978 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats du personnel militaire et exécuté par l'arrêté royal du 3 décembre 2006 portant exécution de la loi du 11 juillet 1978 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats du personnel militaire.*

La proposition de loi (n° 2366) est adoptée par 133 voix contre 1 et 1 abstention

## **Questions orales**

### ***Le fait que des militaires belges et congolais défilent ensemble***

Questions jointes de :

- M. Francis Van den Eynde (VB) (n° P1772)
- M. Dirk Van der Maelen (sp.a) (n° P1773)
- M. Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!) (n° P1774)
- M. Jean Marie Dedecker (LDD) (n° P1775)
- M. Peter Luykx (N-VA) au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile (n° P1798)

### ***L'arrêt Grosaru de la Cour européenne***

Question de :

M. Gerolf Annemans (VB) au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile (n° P1770)

### ***Les demandes du gouvernement flamand concernant le fédéralisme de coopération***

Question de :

M. Jan Jambon (N-VA) au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile (n° P1771)

### ***Les conclusions du Conseil ECOFIN sur les fonds spéculatifs***

Questions jointes de :

- Mme Marie Arena (PS) (n° P1776)
- M. Christian Brotcorne (cdH) (n° P1777)
- M. François-Xavier de Donnea (MR) au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles (n° P1778)

### ***Les taux réduits de la TVA dans le secteur immobilier***

Question de :

M. Luk Van Biesen (Open Vld) au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles (n° P1779)

### ***L'adéquation des allocations familiales avec le coût de l'enfant***

Question de :

Mme Catherine Fonck (cdH) à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale (n° P1780)

### ***La non-disponibilité d'éprouvettes en verre pour les tests sanguins de dépistage des drogues effectués par la police***

Question de :

M. Roel Deseyn (CD&V) à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale (n° P1781)

### ***Le contrôle budgétaire***

Question de :

M. Robert Van de Velde (LDD) au vice-premier ministre et ministre du Budget (n° P1785)

### ***Le calcul des cotisations des indépendants***

Questions jointes de :

- M. Guy Milcamps (PS) (n° P1791)
- Mme Maggie De Block (Open Vld) à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique (n° P1792)

### ***La garantie de revenus aux personnes âgées et la question des pensions les plus basses***

Questions jointes de :

- M. Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!) (n° P1786)
- M. Koen Bultinck (VB) (n° P1787)
- M. Jan Jambon (N-VA) au ministre des Pensions et des Grandes villes (n° P1788)

### ***L'organisation Sharia4Belgium***

Question de :

M. Bart Laeremans (VB) au ministre de la Justice (n° P1789)

### ***L'établissement de sièges sociaux fictifs***

Question de :

M. Raf Terwingen (CD&V) au ministre pour l'Entreprise et la Simplification (n° P1790)

### ***Le financement du service fédéral Changements climatiques***

Question de :

M. Eric Jadot (Ecolo-Groen!) au ministre du Climat et de l'Énergie (n° P1793)

### ***L'accélération des mesures de sécurité concernant les chemins de fer***

Questions jointes de :

- M. David Geerts (sp.a) (n° P1794)
- M. Patrick De Grootte (N-VA) (n° P1795)
- M. Ronny Balcaen (Ecolo-Groen!) à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques (n° P1796)

### ***L'accompagnement par la SNCB des victimes et des familles des victimes de la catastrophe de Buizingen***

Question de :

Mme Jacqueline Galant (MR) à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques (n° P1797)

### ***Le statut des ouvriers et des employés***

Questions jointes de :

- M. Hans Bonte (sp.a) (n° P1782)
- M. Guy D'haeseleer (VB) (n° P1783)
- M. Stefaan Vercamer (CD&V) à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile (n° P1784)

## **Relations internationales**

**LUNDI 8 MARS 2010**

### **ÉCHANGE DE VUES AVEC DEUX EXPERTS DE L'OTAN**

COMMISSION DE LA DÉFENSE NATIONALE

1. Le lundi 8 mars 2010, lors d'une réunion commune avec la commission des Relations extérieures et de la Défense du Sénat (à laquelle les membres de la commission des Relations extérieures de la Chambre étaient aussi invités), la commission de la Défense nationale a reçu MM. Perpiñá-Robert Peyra et Rotfeld dans le cadre d'un échange de vues sur le nouveau concept stratégique de l'OTAN.
2. Tous deux font partie du groupe d'experts qui a été désigné par le secrétaire général de l'OTAN en vue de l'élaboration d'un nouveau concept stratégique de l'OTAN, comme demandé précédemment, lors du sommet de Strasbourg-Kehl, par les chefs d'États et de gouvernements.

Ce groupe a commencé ses travaux en septembre 2009, sous la présidence de Mme Madeleine Albright, l'ancienne secrétaire d'État américain. Dans une première phase (septembre 2009 – février 2010), les experts ont étendu le dialogue aux représentants des gouvernements, de la communauté académique et des organisations non gouvernementales, par le biais de nombreux séminaires. Dans une deuxième phase dite de consultation, ils se rendront dans les capitales des États membres pour présenter aux autorités le résultat de leurs débats internes et leurs conclusions provisoires et pour recevoir un premier feedback. Puis, pendant l'été 2010, le groupe d'experts soumettra ses conclusions au secrétaire général ; celui-ci rédigera ensuite une première version du nouveau concept stratégique, qui sera utilisée comme base pour les négociations intergouvernementales. L'Alliance espère pouvoir adopter un nouveau concept stratégique lors du sommet de Lisbonne, en novembre 2010.

3. C'est dans le cadre de la phase de consultation mentionnée ci-dessus que les deux membres du groupe d'experts, l'ambassadeur Perpiñá-Robert Peyra (Espagne) et le professeur Rotfeld (Pologne), se sont rendus à Bruxelles pour y rencontrer les autorités belges et, entre autres, les commissions.
4. Au cours de l'échange de vues, les sujets suivants ont été abordés : la mesure dans laquelle il sera tenu compte ou non des opinions du grand public concernant l'OTAN, le budget de l'OTAN et les contributions des différents États membres, les relations entre l'UE et l'OTAN, l'organisation et le fonctionnement de l'OTAN comme institution, la position vis-à-vis de grands pays voisins, et plus particulièrement la Russie, ainsi que la coopération avec ces pays, l'élargissement de l'Alliance, la question des armes nucléaires et les nouvelles menaces.

## **Publications**

*Cette rubrique mentionne quelques publications que la rédaction juge susceptibles d'intéresser le lecteur.*

### **CHAMBRE**

---

#### **Documents parlementaires :**

- 52 2222/009 DU 19 FÉVRIER 2010  
Budget des Voies et moyens pour l'année budgétaire 2010 - Annexe
  
- 52 2378/004 (CHAMBRE)  
4-1606/4 (SÉNAT) DU 11 MARS 2010  
Rapport sur les priorités de la présidence belge de l'Union européenne (juillet-décembre 2010)
  
- 52 2378/006 (CHAMBRE)  
4-1606/6 (SÉNAT) DU 17 MARS 2010  
Rapport sur les priorités de la présidence belge de l'Union européenne (juillet-décembre 2010)

## **Conseil des ministres du 19 mars 2010**

### **CONVENTION BELGIQUE / SAINT-MARIN**

#### **Assentiment au Protocole modifiant la Convention entre la Belgique et Saint-Marin tendant à éviter la double imposition et à prévenir la fraude fiscale.**

Sur proposition de M. Steven Vanackere, ministre des Affaires étrangères, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi portant assentiment au Protocole (fait à Bruxelles le 14 juillet 2009) modifiant la Convention entre le Royaume de Belgique et la République de Saint-Marin tendant à éviter la double imposition et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu (signée à Saint-Marin le 21 décembre 2005) et adaptant la législation fiscale belge à certaines dispositions dudit Protocole.

Ce Protocole modifie l'article 27 de la Convention, qui a trait à l'échange de renseignements en matière fiscale. L'article 27 ainsi modifié permettra l'échange de renseignements bancaires. L'échange de renseignements avec Saint-Marin est ainsi aligné sur la dernière version de la disposition correspondante du modèle de convention fiscale de l'OCDE. Un tel alignement s'inscrit dans un processus de consolidation de la coopération internationale en matière fiscale qui a été entrepris au niveau mondial.

Les principales caractéristiques de l'article 27 modifié par le Protocole sont les suivantes :

- Les renseignements échangés sont les renseignements vraisemblablement pertinents pour l'application des dispositions de la Convention et de la législation interne relative aux impôts visés par l'article 27.
- Les impôts belges visés sont tous les impôts, directs ou indirects, perçus par le gouvernement fédéral, pour son propre compte ou pour le compte des entités fédérées ou des collectivités locales.
- L'État auquel des renseignements sont demandés doit collecter ces renseignements même s'ils sont uniquement utiles à l'autre État.
- L'échange de renseignements est étendu aux informations détenues par les banques.
- L'administration fiscale belge peut obtenir des renseignements détenus par des établissements bancaires situés à Saint-Marin en vue d'assujettir un contribuable à l'impôt belge.

Le Protocole sera prochainement présenté à l'assentiment du Parlement.

## **Conseil des ministres du 19 mars 2010**

### **CONVENTION BELGIQUE / AUSTRALIE**

#### **Assentiment au second Protocole modifiant la Convention entre la Belgique et l'Australie tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale.**

Sur proposition de M. Steven Vanackere, ministre des Affaires étrangères, le Conseil des Ministres a approuvé un avant-projet de loi portant assentiment au second Protocole (signé à Paris le 24 juin 2009) modifiant la Convention entre le Royaume de Belgique et l'Australie tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu (signée à Canberra le 13 octobre 1977, telle que modifiée par le Protocole signé à Canberra le 20 mars 1984).

Le second Protocole étend, à partir du 1er janvier 2010, le champ d'application de l'assistance administrative entre les administrations fiscales belge et australienne, à l'échange de renseignements bancaires pour l'application des dispositions préventives de la double imposition ou pour l'application de la législation interne en ce qui concerne les impôts de toute nature ou dénomination perçus par ou pour le compte de l'État belge ou de l'État australien. Il s'intègre dans un processus de consolidation de la coopération internationale en matière fiscale entreprise à un niveau mondial.

Le second Protocole sera prochainement présenté à l'assentiment du Parlement.

## **Conseil des ministres du 19 mars 2010**

### **LIQUIDATION DES SOCIÉTÉS**

#### **Réforme de la procédure de liquidation des sociétés - Deuxième lecture.**

Sur proposition de M. Stefaan De Clerck, ministre de la Justice, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi qui modifie le Code des sociétés en ce qui concerne la procédure de liquidation ainsi qu'un avant-projet de loi modifiant le Code civil conformément à la procédure de liquidation modifiée des sociétés. A la suite de l'avis du Conseil d'État, l'avant-projet initial a été scindé en deux parties.

Les modifications portent notamment sur la procédure à suivre afin d'introduire la demande de confirmation ou d'homologation du liquidateur par requête unilatérale :

- cette requête doit obligatoirement être introduite devant le président du tribunal de commerce ;
- elle doit être signée par le liquidateur ou le mandataire de la société ;
- l'exigence d'un nouvel état comptable de l'actif et du passif en l'absence de plus-value est supprimée ;
- le tribunal de commerce doit statuer dans les 5 jours ;
- la liquidation et la dissolution peuvent se faire en un seul acte.

## **Conseil des ministres du 19 mars 2010**

### **JUSTICE**

#### **Protection des témoins menacés.**

Sur proposition de M. Stefaan De Clerck, ministre de la Justice, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi relatif à la protection des témoins menacés.

#### **Protection des services de police en charge des témoins protégés :**

L'avant-projet introduit une série de mesures d'organisation pour les fonctionnaires de police en charge de la coordination et de la mise en œuvre de la protection. Il s'agit entre autres de la fourniture de plaques minéralogiques protégées ou d'une identité fictive. Ces mesures sont nécessaires pour la sécurité des agents de police et leur famille ainsi que pour la protection des témoins et leur famille.

#### **Inscription à une adresse de contact :**

Une adresse de contact est une adresse où le témoin est officiellement inscrit sans y résider réellement.

#### **Utilisation d'une identité temporaire de protection :**

L'identité temporaire de protection est une identité temporaire en attente de l'attribution d'une nouvelle identité. Les autorités étrangères demandent presque toujours cette condition pour une relocation sur leur territoire.

#### **Modification définitive de l'identité :**

La procédure actuelle de changement de nom n'offre pas assez de protection. C'est pourquoi la modification du lieu et de la date de naissance est désormais possible via une procédure rapide. Le nombre d'acteurs chargés de la procédure est limité.

## **Conseil des ministres du 19 mars 2010**

### **ENVIRONNEMENT**

#### **Approbation de quatre avant-projets de loi en matière d'environnement, de conservation de la nature et de transit de déchets.**

Sur proposition de M. Paul Magnette, ministre du Climat et de l'Énergie, le Conseil des ministres a approuvé quatre avant-projets de loi en matière d'environnement.

#### **Avant-projet de loi modifiant la loi du 5 août 2006 relative à l'accès du public à l'information en matière d'environnement :**

Cet avant-projet vise à garantir le fonctionnement indépendant de la Commission fédérale de recours pour l'accès aux informations environnementales lorsque des actions en justice sont initiées contre ses décisions. Il introduit deux nouvelles dispositions :

- la possibilité pour la Commission de recours de bénéficier d'une aide juridique pour la représenter en cas d'action en justice portée contre une de ses décisions ;
- l'établissement d'un système d'immunité personnelle de responsabilité civile pour l'ensemble des membres de la Commission de recours dans la mesure où ils agissent en cette capacité.

#### **Avant-projet de loi modifiant la loi du 21 décembre 1998 relative aux normes de produits ayant pour but la promotion de modes de production et de consommation durables et la protection de l'environnement et de la santé :**

Cet avant-projet définit les sanctions pour les infractions aux dispositions de certains règlements européens relatifs aux substances chimiques. Il transpose également, en droit belge, une directive européenne (2009/125/CE) en matière d'écoconception applicables aux produits liés à l'énergie.

#### **Avant-projet de loi modifiant la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature :**

Cet avant-projet met à jour les dispositions relatives aux sanctions applicables aux infractions de cette loi ainsi que les personnes compétentes pour le contrôle de l'application des dispositions de la loi. L'avant-projet introduit également des nouvelles dispositions dans cette même loi :

- la possibilité d'établir, par arrêté royal, un conseil consultatif fédéral qui donne son avis sur toute question concernant l'importation, l'exportation ainsi que le transit des espèces végétales non indigènes ainsi que des espèces animales non indigènes et de leurs dépouilles ;
- la possibilité pour l'Etat de conclure des accords sectoriels au sens de la loi du 21 décembre 1998 (loi du 21 décembre 1998 relative aux normes de produits ayant pour but la promotion de modes de production et de consommation durables et la protection de l'environnement et la santé publique) avec des entreprises (ou organisations) qui participent à la dispersion de ces espèces,
- l'introduction d'un système d'amendes administratives analogue à celui de la loi du 21 décembre 1998.

**Avant-projet de loi modifiant la loi du 9 juillet 1984 concernant l'importation, l'exportation et le transit de déchets :**

Cet avant-projet définit les sanctions pour les infractions aux dispositions de certains règlements européens concernant les transferts de déchets. Il transpose également en droit belge quelques articles d'une directive européenne (2008/99/CE) relative à la protection de l'environnement par le droit pénal et d'une autre (2008/98/CE) relative aux déchets, qui relèvent de la compétence fédérale en matière de transit des déchets.

L'avant-projet introduit en outre un système d'amendes administratives analogue à celui de la loi du 21 décembre 1998.

## **Conseil des ministres du 19 mars 2010**

### **DROITS DES BREVETS D'INVENTION**

#### **Modifications à la législation sur les brevets d'invention.**

Sur proposition de M. Vincent Van Quickenborne, ministre pour l'Entreprise et la Simplification, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi qui exécute le traité sur le droit des brevets d'invention et l'acte portant révision de la convention sur la délivrance de brevets européens. L'avant-projet modifie également diverses dispositions en matière de brevets d'invention.

L'avant-projet met la législation belge sur les brevets d'invention en conformité avec le traité sur le droit des brevets du 1er juin 2000 et avec l'acte du 29 novembre 2000.

Les principales modifications sont les suivantes :

- la simplification des conditions minimales pour l'attribution à une demande de brevet d'une date de dépôt ;
- la notification par l'Office de la propriété intellectuelle d'une irrégularité affectant la demande de brevet et la possibilité pour le déposant de régulariser sa demande et de présenter des observations ;
- l'introduction d'un régime de restauration des droits du demandeur ou du titulaire d'un brevet dans le cas où il n'a pas observé un délai fixé pour l'accomplissement d'un acte ;
- l'introduction d'une procédure de révocation volontaire des brevets belges, totale ou partielle, avec effet rétroactif ;
- la publication automatique des demandes de brevet à l'expiration d'un délai de 18 mois après la date de dépôt ou, le cas échéant, la date de priorité ;
- l'Office de la propriété intellectuelle gèrera les différentes étapes de la procédure de délivrance des brevets et communiquera avec les déposants par voie électronique.

## **Conseil des ministres du 19 mars 2010**

### **ASSURANCES INCENDIE**

#### **Indemnisation des dommages résultant des lésions corporelles à la suite d'un incendie ou d'une explosion.**

Sur proposition de M. Didier Reynders, ministre des Finances, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi (relatif à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile extracontractuelle en matière d'incendie concernant les risques simples) qui instaure une assurance obligatoire et un fonds de garantie afin d'accélérer l'indemnisation des dommages résultant des lésions corporelles à la suite d'un incendie ou d'une explosion dans un risque simple.

L'explosion du 27 janvier 2010 à Liège a révélé la nécessité de compléter le cadre légal en assurances afin de mieux couvrir les conséquences de ce type de sinistre.

En Belgique, 95 % des propriétaires et 89 % des locataires ont spontanément contracté une assurance. Cette assurance, couplée à une assurance familiale, couvre suffisamment la responsabilité extracontractuelle à la suite d'un incendie ou d'un péril assimilé. Or, l'assureur va en premier lieu contester la responsabilité de son assuré et n'indemniser les victimes que lorsque le partage des responsabilités aura été définitivement fixé, ce qui peut prendre des années.

Le projet instaure dès lors un mécanisme d'indemnisation plus rapide des victimes, couplé à une obligation d'assurance.

## **Conseil des ministres du 19 mars 2010**

### **DISPOSITIONS FISCALES**

#### **Avant-projet de loi portant des dispositions diverses fiscales non urgentes - Deuxième lecture.**

Sur proposition de M. Didier Reynders, ministre des Finances, le Conseil des ministres a approuvé en deuxième lecture un avant-projet de loi portant des dispositions diverses fiscales non urgentes.

L'avant-projet vise à corriger certaines imperfections dans les textes légaux qui ont été détectées lors de leur application. Il s'agit de :

- une clarification en ce qui concerne les personnes morales (article 19bis du Code des impôts sur les revenus 1992 - CIR 92) ;
- une légère adaptation du calcul des délais (articles 316, 346, 351, 371 et 373, CIR 92 et articles 32 et 103bis du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus - CTA) ;
- des corrections en matière de procédure en ce qui concerne la taxe sur les jeux et paris ;
- des adaptations du CIR 92 et du Code des droits et taxes divers en rapport avec la directive relative à l'assistance mutuelle (article 338, CIR 92 et article 182 du Code des droits et taxes divers) ;
- de corrections en matière de droits de succession et de droits d'enregistrement.

## **Conseil des ministres du 19 mars 2010**

### **SÉCURITÉ SOCIALE**

#### **Simplification de la perception des cotisations dues sur les prépensions.**

Sur proposition de Mmes Laurette Onkelinx, ministre des Affaires sociales, et Joëlle Milquet, ministre de l'Emploi, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal (portant exécution du Chapitre 6 du Titre XI de la loi du 27 décembre 2006 portant des dispositions diverses, relatif aux cotisations de sécurité sociale et retenues dues sur les prépensions, sur des indemnités complémentaires à certaines allocations de sécurité sociale et sur des indemnités d'invalidité) qui exécute le projet dénommé Decava. Ce projet vise une harmonisation profonde et une simplification de la perception des cotisations qui sont dues sur les prépensions.

Le projet exécute l'amendement approuvé par la commission Affaires sociales de la Chambre sur l'avant-projet portant des dispositions diverses. Il prévoit l'application du pourcentage réduit des cotisations sur les prépensions pendant la période de reconnaissance d'entreprise en difficulté, quelle que soit la date à laquelle cette approbation a été donnée.

Le nouvel arrêté permet d'appliquer la même cotisation patronale pour toutes les entreprises en difficulté pendant la période de reconnaissance d'entreprise en difficulté.

Pour les employeurs qui ont été reconnus comme entreprise en difficulté avant le 15 octobre 2009 et pour ceux qui ont été reconnus comme entreprise en difficulté après le 15 octobre 2009 et pour qui dans ce dernier cas la prépension prend cours avant le 1er avril 2010, les pourcentages suivants sont d'application :

- 17,50 pourcent pour le prépensionné qui lors de la prise de cours de la prépension n'a pas atteint l'âge de 52 ans;
- 13,50 pourcent pour le prépensionné qui a lors de la prise de cours de la prépension au moins 52 ans et n'a pas atteint l'âge de 55 ans;
- 10 pourcent pour le prépensionné qui a lors de la prise de cours de la prépension au moins 55 ans et n'a pas atteint l'âge de 58 ans;
- 6,50 pourcent pour le prépensionné qui a lors de la prise de cours de la prépension au moins 58 ans et n'a pas atteint l'âge de 60 ans;
- 3,50 pourcent pour les autres prépensionnés.

Le projet simplifie par ailleurs le mode de calcul qui est d'application sur les indemnités complémentaires qui ne sont pas versées mensuellement jusqu'à l'âge de la pension.

## **Demandes d'interpellation**

*Les demandes d'interpellation sont déposées au bureau de la Chambre qui les renvoie en réunion publique de commission. Sur avis de la Conférence des présidents, le président peut toutefois décider qu'une interpellation présentant un intérêt général ou politique particulier sera développée en séance plénière ou décider de la transformer en question orale ou écrite.*

➤ **0418 Défense nationale**

Interpellation de M. Dirk VAN DER MAELEN au ministre de la Défense sur « le défilé commun de militaires belges et congolais ».

➤ **0419 Défense nationale**

Interpellation de M. Dirk VAN DER MAELEN au premier ministre sur « le défilé commun de militaires belges et congolais ».

Idem n° 0418 M. Dirk VAN DER MAELEN

➤ **0420 Défense nationale**

Interpellation de M. Francis VAN DEN EYNDE au premier ministre et au ministre de la Défense sur « l'accord prévoyant la participation de militaires congolais au défilé militaire du 21 juillet et de militaires belges aux festivités commémorant le cinquantième anniversaire de l'indépendance du Congo ».

Idem n°<sup>os</sup> 0418 et 0419 M. Dirk VAN DER MAELEN

➤ **0421 Défense nationale**

Interpellation de M. Wouter DE VRIENDT au premier ministre sur « la participation de militaires congolais au défilé du 21 juillet ».

Idem n°<sup>os</sup> 0418 et 0419 M. Dirk VAN DER MAELEN

Idem n° 0420 M. Dirk VAN DEN EYNDE

➤ **0422 Finances**

Interpellation de M. Robert VAN DE VELDE au vice-premier ministre et ministre des Finances et Réformes institutionnelles sur « les soupçons de manipulation de cours à la Banque nationale de Belgique ».

➤ **0423 Justice**

Interpellation de M. Bart LAEREMANS au ministre de la Justice sur « la situation alarmante des internés ».

➤ **0424**      **Justice**

Interpellation de M. Renaat LANDUYT au ministre de la Justice sur « la politique à l'égard des internés ».

Idem n° 0423 M. Bart LAEREMANS

➤ **0425**

Interpellation de M. Francis VAN DEN EYNDE au premier ministre sur « le fonctionnement chaotique du gouvernement en ce qui concerne la politique congolaise ».

## **Projets de loi, propositions, rapports de commissions et compte-rendus**

*Les projets et propositions de loi déposés à la Chambre ainsi que les rapports de commission sont publiés sous forme de documents parlementaires.*

*Ces documents portent un numéro d'ordre principal attribué lors du dépôt à chaque projet ou proposition; suit un numéro subséquent attribué aux différents documents (avis du Conseil d'État, amendements, rapports de commission....) qui s'y rattachent. Suit enfin la mention de la session parlementaire au cours de laquelle le projet ou la proposition a été déposé.*

*Tous les documents parlementaires peuvent être consultés sur [www.lachambre.be](http://www.lachambre.be) sous la rubrique « Législation ». Une sous-rubrique mentionne les documents les plus récents. Tous les documents parlementaires peuvent être commandés sous la rubrique « Publications » (voir colonne à droite).*

*Les comptes rendus des séances plénières et des commissions peuvent également être consultés sur le site, sous la rubrique « Séances plénières » (compte rendu analytique et intégral) et sous la rubrique « Commissions » (discussion des textes de loi et des Interpellations et questions orales en commission).*